



UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

Programme des Nations Unies pour l'environnement Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente
Программа Организации Объединенных Наций по окружающей среде برنامج الأمم المتحدة للبيئة

联合国环境规划署



Le vert est à la mode : La biodiversité grimpe à l'ordre des jour des entreprises

Les sociétés avec un « impact positif net » sur la diversité biologique gagnent dans un monde aux ressources limitées

Un PDG sur quatre considère que l'appauvrissement de la biodiversité est la clé de la croissance économique : Les PDG latino-américains et africains sont plus préoccupés par ses effets sur la croissance économique que les européens.

Une étude de l'économie des écosystèmes et de la biodiversité sur les entreprises

13 Juillet 2010 - Un nouveau rapport publié aujourd'hui montre que les chefs d'entreprises des pays en développement riches en biodiversité s'inquiètent de la disparition du « capital naturel »

Plus de 50 pour cent des PDG interrogés en Amérique latine et 45 pour cent en Afrique considèrent que l'appauvrissement de la biodiversité est une menace pour la croissance économique. Par contre, moins de 20 pour cent de leurs homologues d'Europe de l'Ouest partagent leurs inquiétudes.

Ces résultats, présentés dans une étude de l'économie des écosystèmes et de la biodiversité, montrent que les dirigeants qui ne réussiront pas à intégrer la gestion durable de la biodiversité dans leurs projets d'entreprise seront de plus en plus dépassés sur le marché.

Selon une autre étude récente, elle aussi citée dans son rapport par l'économie des écosystèmes et de la biodiversité, un nombre croissant de consommateurs (60 pour cent des personnes interrogées en Amérique et en Europe et plus de 90 pour cent au Brésil) se préoccupe de l'appauvrissement de la biodiversité.

Plus de 80 pour cent des consommateurs interrogés ont déclaré qu'ils n'achèteraient plus les produits des sociétés dont la politique d'approvisionnement ne se préoccupe pas d'éthique.

Le rapport « économie des écosystèmes et de la biodiversité des entreprises » montre que les grosses sociétés, ainsi que leur impact sur le capital naturel mondial, pourraient être mieux surveillées grâce à des études et des évaluations toujours plus performantes.

Selon un rapport à paraître prochainement, le groupe de consultants britanniques TruCost, pour le compte des principes d'investissement responsable, évalue l'impact ou les effets sur l'environnement des 3 000 plus grosses sociétés à environ 2,2 milliards de dollars par an.

Pavan Sukhdev, directeur du rapport sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité a déclaré : « Grâce notamment à notre travail, l'importance économique de la

biodiversité et des écosystèmes passe du spectre de l'invisible au visible. Il est évident que certaines sociétés de certains secteurs et certains continents entendent ce message et agissent pour bâtir des entreprises du 21^{ème} siècle plus durables. »

Le rapport publié aujourd'hui, intitulé « Économie des écosystèmes et de la biodiversité et entreprises » fait partie d'une série d'études présentées pendant l'Année internationale de la biodiversité, appelle les sociétés à adopter des concepts tels que « Pas de pertes nettes » ; « Neutralité écologique » et finalement « Impact positif net » sur l'environnement.

Achim Steiner, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directeur exécutif du PNUF qui héberge le projet économie des écosystèmes et de la biodiversité a déclaré : « Nous entrons dans une ère où les marchés et les consommateurs réagissent quand des ressources naturelles ou brutes d'une valeur de plusieurs milliards de dollars disparaissent. La façon dont ces entreprises prendront en compte ces risques, réalités et opportunités déterminera leur rentabilité, leur image sur le marché et leur modèle de développement dans les prochaines décennies sur une planète de six milliards d'habitants qui en comptera plus de neuf milliards d'ici 2050. »

Julia Marton-Lefèvre, membre du comité consultatif de l'économie des écosystèmes et de la biodiversité et directrice de l'UICN, qui a coordonné ce rapport, a exhorté les entreprises présentes au premier symposium mondial sur la biodiversité à l'Excel Centre à Londres le 13 juillet à soutenir des politiques nouvelles et innovantes comme celles présentées dans l'étude.

« Ensemble, les gouvernements et les entreprises des pays développés ou en développement peuvent montrer la voie en créant des réseaux de sociétés représentant tous les secteurs qui s'engagent à avoir un « impact positif net » sur la biodiversité et les services de l'écosystème. »

Le rapport cite le cas de Rio Tinto, un géant minier, qui s'est engagé à avoir un impact positif net sur la biodiversité. En partenariat avec des experts compétents, la société a élaboré de nouvelles méthodes pour estimer la valeur de la biodiversité de ses concessions et a commencé à compenser son impact sur la biodiversité à Madagascar, en Australie et en Amérique du Nord.

D'autres sociétés se sont ainsi engagées. On peut citer Walmart (Initiative Acres pour l'Amérique), Coca Cola (neutre pour l'eau d'ici 2020) et BC Hydro (pas d'impact écologique marginal net).

Non seulement les entreprises peuvent limiter ou atténuer leurs effets néfastes mais aussi tirer des revenus de la conservation de la biodiversité et des services de l'écosystème. L'agriculture, la foresterie et la pêche sont toutes dépendantes d'écosystèmes en bonne santé qui leur garantissent de gros bénéfices.

Le tourisme a beaucoup d'intérêt et un grand rôle à jouer dans la conservation de la biodiversité. Ayant réalisé à quel point elle dépendait de la biodiversité riche mais fragile de récifs coralliens, Chumbe Island Coral Park Ltd en Tanzanie, a consacré plus de 1,2 million de dollars dans la création d'un parc marin qui protège les coraux entourant l'île de Chumbe. La société a beaucoup investi dans la gestion du parc dans ses propres installations.

Le rapport sur les entreprises, qui fait partie d'un document de synthèse qui sera diffusé lors de la réunion de la Convention sur la diversité biologique à Nagoya, Japon, en octobre 2010, appelle les associations professionnelles à élaborer de nouveaux outils comptables et d'évaluation des sociétés.

L'évaluation et l'examen des effets sur la biodiversité et les services de l'écosystème se généralisent. Le rapport recommande que les professionnels de la comptabilité, de l'audit et autres se décident à concevoir des normes et méthodes communes afin que les entreprises évaluent leur impact sur la biodiversité, communiquent ces résultats et décrivent leurs ripostes dans leurs rapports annuels.

Joshua Bishop, coordinateur du rapport et économiste en chef de l'UICN a déclaré :
« l'impact des entreprises sur la biodiversité, qu'il soit positif ou négatif, doit absolument être comptabilisé pour que les politiques d'investissement et de gestion évoluent. Dans les entreprises de pointe, les dirigeants ont compris que l'intégration de la biodiversité et des services de l'écosystème dans leur chaîne de valeur peut être source d'importantes économies et de nouveaux revenus, améliorer la réputation de l'entreprise et faciliter son exploitation. »

Dans un autre rapport récemment publié par le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, les chefs d'entreprises ont décrit leur vision d'un avenir durable avec « des prix qui reflètent tous les impacts : les coûts et les bénéfices » (WBCSD Vision 2050).

Quelques pas dans cette direction ont déjà été faits, comme le montre la croissance des marchés de la biodiversité et des services de l'écosystème. Les données récoltées par Forest Trends et Ecosystem Marketplace montrent que :

- Le marché des produits agricoles certifiés dépasse les 40 milliards de dollars en 2008 et pourrait atteindre 210 milliards d'ici 2020.
- Le coût des mesures de restauration, comme la réhabilitation des berges en zones humides aux États-Unis ou les « bioberges » en Australie, devrait augmenter de 3 milliards de dollars en 2008 à 10 milliards en 2020.
- Le coût des opérations de compensation de carbone biologique ou forestier, y compris la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement devrait augmenter d'à peine 21 millions de dollars en 2006 à plus de 10 milliards en 2020.

Dès aujourd'hui, les entreprises ont différents moyens pour montrer leur engagement en faveur de la biodiversité et les services de l'écosystème :

1. Identification de leur impact et leur dépendance vis-à-vis de la biodiversité et des services de l'écosystème ;
2. Évaluation des risques et opportunités d'exploitation liés à ces impacts et dépendances ;
3. Élaboration de systèmes d'information sur la biodiversité et les services de l'écosystème, définitions d'objectifs et communication des résultats ;
4. Prévention, limitation et atténuation des risques sur la biodiversité et les services de l'écosystème ;

5. Intégration des actions sur la biodiversité et les services de l'écosystème dans les projets de responsabilité sociale des entreprises ;
6. Meilleure gestion et politique des entreprises grâce à un partenariat avec les autres dirigeants et les parties prenantes ;
7. Soutien aux nouvelles opportunités d'affaires en matière de biodiversité et de services de l'écosystème.

Ce rapport sera diffusé lors du Premier Symposium mondial sur l'entreprise la biodiversité le 13 juillet à l'Excel Centre à Londres. <http://www.businessofbiodiversity.co.uk/>

Notes aux éditeurs :

Le rapport Économie des écosystèmes et la biodiversité est disponible : www.teebweb.org

Les principaux auteurs et éditeurs de ce rapport sont des membres de Business for Social Responsibility (BSR), Earthmind, l'Initiative mondiale sur les rapports de performance ; PricewaterhouseCooper (PwC), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP) et le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable.

L'étude sur les PDG et leur attitude face à l'appauvrissement de la biodiversité a été effectuée par Price Waterhouse Coopers.

L'étude sur l'opinion des consommateurs sur la biodiversité et l'économie a été effectuée par le groupe IPSOS spécialisé dans les sondages.

Le projet Économie des écosystèmes et de la biodiversité est hébergé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et soutenu par la Commission européenne, le ministère fédéral de l'environnement d'Allemagne, le ministère de l'environnement, de l'alimentation et de la ruralité du Royaume Uni, le ministère du développement international du Royaume Uni, le ministère des affaires étrangères de Norvège, le Programme interministériel sur la biodiversité des Pays-Bas et l'Agence internationale de coopération et de développement de Suède.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Georgina Langdale, Communications, TEEB

Tél. : +49 1707 617 138

Courriel : Georgina.langdale@unep-teeb.org

Brian Thomson, Media Relations and Campaigns, IUCN

Tél. : + 41 22 999 0251

Courriel : Brian.Thomson@iucn.org

Ou Nick Nuttall, Porte-parole du PNUE-Responsable média

Tél. : +254 733 632755

Courriel : nick.nuttall@unep.org